

<b>Zeitschrift:</b>	L'Enseignement Mathématique
<b>Herausgeber:</b>	Commission Internationale de l'Enseignement Mathématique
<b>Band:</b>	6 (1904)
<b>Heft:</b>	1: L'ENSEIGNEMENT MATHÉMATIQUE
<b>Kapitel:</b>	Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale.
<b>Autor:</b>	Couturat, L.

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 26.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## MÉLANGES

---

### Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale.

On sait que la *Délégation*, sans préconiser aucun projet particulier de langue internationale, se propose seulement d'unir dans une action commune tous ceux qui désirent en voir adopter une et *une seule*, et d'obtenir de l'*Association internationale des Académies* qu'elle se charge du choix de cette langue. A cette fin, elle s'adresse aux sociétés de savants, de commerçants et de voyageurs de tous pays en les invitant à adhérer à son programme et à nommer des délégués. Elle a déjà reçu l'adhésion de 170 sociétés françaises, étrangères ou internationales. D'autre part, elle a organisé, d'abord en France, puis à l'étranger, un vaste pétitionnement, destiné à appuyer son action auprès des Académies, qui a déjà reçu les signatures de 43 membres de l'Institut de France et de 400 professeurs des Universités françaises et étrangères.

Depuis quelques mois surtout, la *Délégation* a fait de notables progrès et obtenu d'importants résultats dans plusieurs Académies.

L'*Académie royale des sciences d'Amsterdam* lui a fait savoir *officieusement* qu'elle approuve le programme de la *Délégation*, et qu'elle est disposée à voter pour le principe d'une langue auxiliaire internationale le jour où la question sera portée devant l'*Association internationale des Académies*. (Décision prise en juin 1903 sur le rapport d'une commission composée de MM. les professeurs KERN, SPEIJER, VAN DE SANDE BAKHUYZEN et VAN DER WAALS).

L'*Académie impériale des Sciences de Vienne* avait, le 26 juin 1902, chargé un de ses membres, M. le professeur Hugo SCHUCHARDT, de Graz, «de suivre le mouvement tendant à la création d'une langue auxiliaire internationale artificielle, et de lui en rendre compte». M. Hugo Schuchardt a envoyé son rapport dans le courant du mois de décembre 1903. Ce rapport, imprimé dans l'*Almanach de l'Académie pour 1904* (16 pages in-8°), étudie la question surtout au point de vue théorique et conclut nettement en faveur du programme de la *Délégation*. Après avoir parlé du *Volapük* et de l'*Esperanto*, il dit : «Le vrai problème, le problème final est celui-ci : assurer à une telle langue, ne fût-elle pas la meilleure, un monopole exclusif»... «Ce n'est que par une autorité centrale que le mouvement relatif à une langue commune peut être mené à bonne fin»... «Aucun organe ne paraît à la *Délégation* plus propre à exercer cet office de juge que l'*Association*

*internationale des Académies*, et avec toute raison ».... « J'espère ne pas dépasser mon mandat de rapporteur en ajoutant qu'il est de l'intérêt des Académies elles-mêmes de saisir le moment favorable pour diriger et mener au but un mouvement qui, selon toute apparence, ne se laissera pas refouler... *L'Association des Académies* ne sortirait pas du cercle des problèmes qu'elle s'est assignés, en s'occupant de la pensée d'universalité qui hantait si profondément, il y a deux siècles, l'âme de celui qu'on peut bien appeler par excellence l'Académicien (Leibniz) ».

À l'*Académie royale de Belgique*, M. De Tilly a fait à la Classe des Sciences, le 4 juillet 1903, comme délégué de l'Académie au Comité de l'*Association internationale*, une communication où il exposait l'utilité d'une langue auxiliaire pour des réunions internationales de savants comme sont les assemblées de l'*Association*. Dans la séance du 9 janvier 1904, M. De Tilly, présentant à l'Académie l'*Histoire de la langue universelle* de MM. COUTURAT et LEAU<sup>1</sup>, résumait le programme de la *Délégation*, et concluait en ces termes : « Le mouvement en faveur d'une langue auxiliaire internationale est aujourd'hui si bien organisé et dirigé, que rien ne pourra plus l'arrêter ni le faire dévier du but. La langue internationale se fera ; mais elle peut se faire avec l'appui des Académies ou sans cet appui. Il est évidemment désirable, dans l'intérêt de la science et des Académies elles-mêmes, qu'elles prennent à cette création la part qui leur revient. Leur honneur y est en quelque sorte engagé ».

Le 6 février 1904, la question est revenue en discussion devant la Classe des Sciences, qui a voté à l'unanimité le vœu suivant : « La Classe des Sciences émet le vœu de voir une langue universellement adoptée, sans exclure les langues mortes ou vivantes ».

On remarquera que ce vœu a plus d'extension que le programme de la *Délégation*, mais ne le contredit nullement. Comme il est évident qu'on ne pourra jamais s'entendre sur le choix d'une langue vivante, on sera obligé, bon gré mal gré, de rentrer dans le cadre, encore assez large, tracé par la *Déclaration*<sup>2</sup>. C'est manifestement le seul terrain d'entente possible. Le vœu de l'Académie royale de Belgique (Classe des Sciences) équivaut donc pratiquement à une approbation du programme de la *Délégation*.

Le 4 décembre 1903, M. le professeur W. OSTWALD, de Leipzig, a fait à Munich, sous les auspices du *Verein deutscher Ingenieure*<sup>3</sup>, une grande conférence sur et pour la langue internationale, où il a développé les idées directrices de la *Délégation*; il a ainsi

<sup>1</sup> Trésorier et secrétaire général de la *Délégation*.

<sup>2</sup> On peut invoquer sur ce point l'opinion exprimée par M. SCHUCHARDT dans le rapport déjà cité : « Le choix d'une des langues vivantes (sans parler des imperfections inhérentes à chacune d'elles) engendrerait une inégalité insupportable entre le peuple dont elle serait la langue maternelle et les autres peuples ; il menacerait ceux-ci d'une *dénationalisation* complète. »

<sup>3</sup> Association des ingénieurs allemands, qui compte 18,000 membres.

provoqué l'adhésion à la *Délégation* de la section bavaroise du *Verein*, qui l'a choisi pour son délégué. Cette conférence a été publiée dans la *Frankfurter Zeitung* du 15 janvier 1904, et va être réimprimée à part par la *Délégation*. Après avoir exposé l'utilité d'une langue auxiliaire et la possibilité d'une langue artificielle, l'orateur a formulé « la dernière et la plus importante » question en ces termes : « Comment doit-on aboutir à une entente universelle sur la langue à choisir, autrement dit, qui doit la choisir ? » La « réponse satisfaisante à cette question » se trouve, selon lui, dans le programme de la *Délégation*, qu'il expose ensuite. Et il conclut comme suit : « De cette manière serait fort heureusement tournée une difficulté qui est apparue jusqu'ici comme le principal obstacle au développement de l'idée ; c'est la question de savoir laquelle des langues internationales présentes ou futures il faut adopter universellement. Tant que cette question sera laissée à la décision d'un chacun, une entente est impossible. Mais dès que cette autorité scientifique aura décidé, la rivalité (des projets de langues auxiliaires) sera complètement supprimée, et chacun aura l'assurance de n'avoir pas à apprendre demain une autre langue, après avoir appris aujourd'hui le *Volapük* ou l'*Esperanto* ou quelque autre des langues artificielles existantes. Alors aussi les gouvernements se sentiront autorisés à introduire cette langue auxiliaire dans l'enseignement des écoles publiques ».

Ajoutons que *six* des collègues de M. le professeur Ostwald à la Société des Sciences de Leipzig (qui fait partie de l'Association des Académies) ont signé la pétition de la *Délégation*, et que M. Hugo SCHUCHARDT a pris la peine de répondre à un article contre la langue internationale, paru dans la *Beilage zur allgemeinen Zeitung* de Munich, par une lettre toute favorable à la *Délégation*. Tous ces faits ont contribué à intéresser à la question le public scientifique allemand, qui était resté jusqu'ici indifférent. Les progrès que l'idée fait en Angleterre comme en Allemagne (et dont nous ne pouvons mentionner ici les preuves de détail) sont un sûr garant du succès final de cette œuvre<sup>1</sup>.

L. COUTURAT (Paris).

### Une nouvelle règle à calculs.

Depuis 1903, on a introduit dans les programmes d'admission à l'Ecole polytechnique la règle à calculs ; il faut s'en féliciter à deux points de vue, d'abord parce que l'usage de la règle à calculs est tellement commode dans la pratique, qu'elle s'impose à tous les ingénieurs civils ou militaires ; puis ensuite parce que de ce fait, les constructeurs, trouvant un débouché pour l'écoulement

<sup>1</sup> Pour plus amples renseignements, s'adr. à M. LEAU, secrétaire général, 6, rue Vavin, Paris.VI.